



COMPTE-RENDU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MARDI 23 AVRIL 2019

Présents

Mesdames et Messieurs ACHARD Liliane, AUBIN Daniel, AUROUZE Jean-Marc, BARISONE Sébastien, BERNARD-REYMOND Jean, BERTOCHIO Cédric, BONJOUR Dominique, BONNAFFOUX Joël, BONNET Jean-Pierre, CESTER Francis, CLAUZIER Elisabeth, FAURE Joseph, JACOB Stéphane, JAUSSAUD Yves, NICOLAS Laurent, PERNIN Patrick, RAMBAUD Michel, ROMANO Pierre, SAUNIER Clémence, SEIMANDO Mylène et VANDENABEELE Magali.

Procurations

Monsieur ALLARD-LATOIR Bernard donne procuration à Mme CLAUZIER Elisabeth ;
Madame BAILLE Juliette donne procuration à Madame ACHARD Liliane ;
Monsieur BEYNET Marc donne procuration à Monsieur PERNIN Patrick ;
Madame BOURGADE Béatrice donne procuration à Monsieur CESTER Francis ;
Monsieur DE SANTINI Alain donne procuration à Monsieur BONNET Jean-Pierre ;
Madame JOUSSELME Rose-Marie donne procuration à Monsieur BERNARD-REYMOND Jean ;
Madame MICHEL Francine donne procuration à Madame Clémence SAUNIER

Absents excusés

Mesdames et Messieurs ALLARD-LATOIR Bernard, BAILLE Juliette, BEYNET Marc, BOURGADE Béatrice, DE SANTINI Alain, LEYDET Gilbert, JOUSSELME Rose-Marie et MICHEL Francine.

Absents

Madame FACHE Valérie, Messieurs BREARD Jean-Philippe, DUBOS Alain, MICHEL Alain et SARLIN José.

Madame SEIMANDO Mylène est élue secrétaire de séance.

- **Validation du procès-verbal du conseil communautaire du 09 avril 2019**

Monsieur le président propose la validation du procès-verbal du 09 avril 2019. Il demande si celui-ci appelle des observations et remarques de la part de l'assemblée.

Le procès-verbal est validé à l'unanimité des membres présents.

❖ **Délibération 2019-3-1 : Mandat au Centre de Gestion pour la procédure de passation d'une convention de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire**

Le Président rappelle que :

Le décret n° 2011-1474 du 10 novembre 2011 offre la possibilité aux collectivités locales et à leurs établissements de contribuer financièrement à la couverture santé et/ou prévoyance de leurs agents.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, dans le cadre de la procédure dite de labellisation, la Communauté de communes Serre-Ponçon Val d'Avance (CCSPVA) participe au financement des garanties de protection sociale complémentaire de ses agents, souscrites de manière individuelle et facultative par ces derniers, comme suit (depuis le 1^{er} mars 2018) :

- une participation mensuelle de 12,00 € à tout agent de catégorie C pouvant justifier d'un certificat d'adhésion à une Garantie Complémentaire Santé labellisée ;
- une participation mensuelle de 10,00 € à tout agent de catégorie B pouvant justifier d'un certificat d'adhésion à une Garantie Complémentaire Santé labellisée ;
- une participation mensuelle de 8,00 € à tout agent de catégorie A pouvant justifier d'un certificat d'adhésion à une Garantie Complémentaire Santé labellisée ;
- une participation mensuelle de 5,00 € à tout agent pouvant justifier d'un certificat d'adhésion à une Garantie Prévoyance Maintien de Salaire labellisée.

Le Président informe que :

La CCSPVA pourrait participer à la protection sociale complémentaire de ses agents sous une autre forme, par le biais d'une convention de participation conclue par le Centre de gestion préalablement missionné à cette fin en vue notamment de l'organisation des mesures de publicité et de mise en concurrence requises notamment par le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011. Ce dispositif présente l'avantage d'une part de transférer au CDG05 les formalités administratives de conclusion de la convention de participation, d'autre part de bénéficier des effets de la mutualisation des besoins.

Le CDG 05 a décidé de mener, pour le compte des collectivités qui le demandent, une telle procédure de mise en concurrence afin de choisir un ou des organisme(s) compétent(s) et conclure avec celui-ci (ceux-ci) une convention de participation sur le risque prévoyance.

A l'issue de cette procédure de consultation, la commune conserve la liberté d'adhérer à cette convention de participation, en fonction des tarifs, des garanties proposées et des risques couverts.

Il convient à ce titre de missionner par convention le CDG et déterminer les modalités des relations avec la Commune.

Le Conseil, après en avoir délibéré :

Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale;

Vu le Décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

Vu l'avis du comité technique paritaire du CDG 05 en date du 7 décembre 2017 ;

Vu la délibération du CDG 05 en date du 17/07/2014 approuvant le lancement d'une convention de participation dans le domaine de la prévoyance.

Décide, à l'unanimité des membres présents et représentés :

Article 1 - La CCSPVA souhaite s'engager dans une démarche visant à faire bénéficier ses agents d'une participation financière dans le cadre d'une convention de participation pour le risque « Prévoyance ».

Article 2 – La CCSPVA missionne le CDG 05 afin de mener pour son compte la procédure de mise en concurrence nécessaire à la conclusion d'une convention de participation.

Article 3 – La CCSPVA prend acte que les tarifs et garanties lui seront soumis préalablement afin qu'il puisse prendre ou non la décision d'adhérer à la convention de participation conclue par le CDG 05. Son adhésion n'interviendra qu'à l'issue de la procédure et par délibération.

❖ Délibération 2019-3-2 : Modification des modalités de versement du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88 ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précité ;

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création du RIFSEEP dans la Fonction Publique de l'État ;

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

Vu la circulaire BCRF 1031314C du 22 mars 2011 relative à l'application du décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu la délibération n°2018-2-1 du 6 mars 2018 de la CCSPVA instaurant le RIFSEEP ;

Monsieur le Président rappelle que la Communauté de Communes Serre-Ponçon Val d'Avance (CCSPVA) a mis en place le nouveau régime indemnitaire - RIFSSEP par la délibération 2018/2/1 du 6 mars 2018, se composant de deux éléments : l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) et le complément indemnitaire annuel (CIA).

Considérant l'information du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hautes-Alpes dans sa note d'information du mois de mars 2019 sur l'illégalité de la disposition relative au maintien du régime indemnitaire en cas de congé de longue maladie, de congé de longue durée, de congé de grave maladie ; il convient de régulariser les modalités de versement de l'IFSE applicable au sein de la CCSPVA comme suit :

I. Mise en place de l'IFSE

3. Modalités de versement

Situation de l'IFSE en cas d'absence :

- Congés annuels, congés maternité – paternité – adoption, absences autorisées :
→ Maintien total.

- Congés de maladie ordinaire, pour accident de service ou maladie professionnelle :
→ Même sort que le traitement.

- **Congé de longue maladie, de grave maladie et de longue durée :**
→ **Suspension.**

Au vu de cet exposé, Monsieur le Président propose de valider la modification des modalités de versement de l'IFSE.

A l'unanimité des membres présents et représentés, les délégués communautaires valident la modification de la délibération 2018/2/1.

❖ **Délibération 2019-3-3 : Avance de trésorerie –Virements de crédits en dépenses – Opération non budgétaire – Budget tourisme**

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée que depuis le 1^{er} janvier 2017, les budgets ont un compte de trésorerie propre.

La trésorerie du budget annexe du tourisme est abondée d'une part par la taxe de séjour appliquée aux touristes séjournant à titre onéreux sur le territoire, et d'autre part par une subvention d'exploitation du budget général.

Toutefois, d'importants travaux d'investissement s'annoncent sur le site des 3 lacs, ainsi que pour l'aménagement de l'Office du tourisme. Il convient alors de transférer la somme de 100 000 € du budget général vers le budget du tourisme.

Cette opération non budgétaire a un impact direct sur les comptes au trésor (compte 515) du budget principal avec un décaissement de 100 000 € et du budget du tourisme avec un encaissement de 100 000 €.

Il est rappelé que le remboursement de ce versement sera effectué au plus tard le 31 décembre 2019 du budget annexe du tourisme vers le budget principal.

Le Président précise également que cette avance de trésorerie pourra être versée en plusieurs fois, dans la limite du montant maximum délibéré, en fonction des besoins du budget du tourisme.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- Approuve la proposition du Président.
- Autorise le versement d'une avance de trésorerie du budget principal au budget annexe du tourisme d'un montant maximum de 100 000 €.
- Autorise le Président à signer tous les documents liés à la présente délibération.

❖ Délibération 2019-2-4 : Décision budgétaire modificative n°1 sur le budget tourisme Virement de crédits

Concernant la création du site internet, il convient de réaffecter les crédits comme suit :

Crédits à réduire en dépenses						
Sens	Section	Chapitre	Article	Opération	Objet	Montant
Dépenses	Invest	20	2051	60201		20 000.00 €
Total						20 000.00 €

Crédits à ouvrir en dépenses						
Sens	Section	Chapitre	Article	Opération	Objet	Montant
Dépenses	Invest	21	2188	60201		20 000.00 €
Total						20 000.00 €

Il est précisé que cette modification n'a aucun impact sur l'équilibre budgétaire du budget tourisme.

Le conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- approuve la proposition du président,
- autorise le président à signer tous les documents liés à la présente délibération,
- dit que les crédits sont et seront inscrits au budget.

❖ Délibération 2019-3-5 : Dotation d'un fonds de concours de la commune Remollon vers la Communauté de communes Serre-Ponçon Val d'Avance pour les travaux de protection contre les crues de la Rase de Gouitrouse

Monsieur le Président rappelle que depuis le 1^{er} janvier 2018, la communauté de communes Serre-Ponçon Val d'Avance (CCSPVA) est compétente en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI).

Avec la délibération n° 2018/6/21 du 25 septembre 2018 instaurant la taxe GEMAPI, il rappelle également que le conseil communautaire a souhaité préciser que par soucis d'équité et de justice vis-à-vis des habitants de la communauté, un fonds de concours communal serait mis en place pour 50% des montants d'autofinancement restants pour ce qui concerne les projets menés.

Cette même délibération a acté le programme d'action de la collectivité. Les travaux de protection contre les crues de la rase de Goutrouse en font partie. Après une réévaluation du projet et la consultation des entreprises, le plan de financement retenu est le suivant :

TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES CRUES TORRENTIELLES DE LA RASE GOUITROUSE				
PLAN DE FINANCEMENT				
Dépenses			Recettes	
Intitulés	HT	TTC	Intitulés	HT
<i>Piquetage pour implantation des travaux du géomètre</i>	990 €	1 188 €	<i>Pas de co-financeurs pour ce projet</i>	
<i>Terrassements</i>	3 400 €	4 080 €	TOTAL	0 €
			Autofinancement (100%)	4 390 €
TOTAL DEPENSES	4 390 €	5 268 €	TOTAL RECETTES	4 390 €

Monsieur le Président précise que depuis la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, qui introduit un article L.5214-16-V dans le Code Général des Collectivités Territoriales, des fonds de concours peuvent effectivement être versés entre une communauté de communes et ses communes membres, après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseillers municipaux concernés, et ce afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement.

Il est donc proposé de solliciter un fonds de concours auprès de la commune de Remollon à hauteur de 2 195 € pour les travaux de protection contre les crues de la Rase de Goutrouse.

Le conseil communautaire après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés valide la participation de la commune de Remollon pour un montant de 2 195 euros.

❖ **Délibération 2019-3-6 : Dotation d'un fonds de concours de la commune Bréziers vers la Communauté de communes Serre-Ponçon Val d'Avance pour les travaux de protection contre les crues du Ravin de la Chapelle, au hameau des Garcinets**

Monsieur le Président rappelle que depuis le 1^{er} janvier 2018, la communauté de communes Serre-Ponçon Val d'Avance (CCSPVA) est compétente en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI).

Avec la délibération n° 2018/6/21 du 25 septembre 2018 instaurant la taxe GEMAPI, il rappelle également que le conseil communautaire a souhaité préciser que par soucis d'équité et de justesse vis-à-vis des habitants de la communauté, un fonds de concours communal serait mis en place pour 50% des montants d'autofinancement restants pour ce qui concerne les projets menés.

Cette même délibération a acté le programme d'action de la collectivité. Les travaux de protection contre les crues du Ravin de la Chapelle en font partie. Après une réévaluation du projet et la consultation des entreprises, le plan de financement retenu est le suivant :

TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES CRUES TORRENTIELLES DU RAVIN DE LA CHAPELLE				
PLAN DE FINANCEMENT				
Dépenses			Recettes	
Intitulés	HT	TTC	Intitulés	HT
Travaux préparatoires	3 000 €	3 600 €	Conseil Départemental 05 (20%)	1 920 €
Terrassements	5 700 €	6 840 €		
Héliportage du carburant	900 €	1 080 €	TOTAL	1 920 €
			Autofinancement (indiquer 80%)	7 680 €
TOTAL DEPENSES	9 600 €	11 520 €	TOTAL RECETTES	9 600€

Monsieur le Président précise que depuis la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, qui introduit un article L.5214-16-V dans le Code Général des Collectivités Territoriales, des fonds de concours peuvent effectivement être versés entre une communauté de communes et ses communes membres, après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseillers municipaux concernés, et ce afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement.

Il est donc proposé de solliciter un fonds de concours auprès de la commune de Bréziers à hauteur de 3 840 € pour les travaux de protection contre les crues du ravin de la Chapelle.

Le conseil communautaire après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés valide la participation de la commune de Bréziers pour un montant de 3 840 euros.

❖ **Délibération 2019-3-7 : Attribution marché de travaux pour la création de la maison de services au public (MSAP), de l'Office de Tourisme et du pôle Gestion de l'Eau et rénovation thermique de l'existant**

Monsieur le président rappelle qu'un marché de travaux pour la création de la maison de services au public (MSAP), de l'office de tourisme et du pôle gestion de l'eau ainsi que pour rénovation thermique de l'existant a été lancé après un avis d'appel public à la concurrence en vue de la passation d'un marché à procédure adaptée (art. 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et art. 42 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics) alloti (article 12 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics).

La consultation est allotie de la manière suivante :

- **Lot n°1** : V.R.D. Espaces Verts
- **Lot n°2** : Gros Œuvre Maçonnerie
- **Lot n°3** : Ossature Bois Couverture
- **Lot n°4** : Menuiseries Extérieures
- **Lot n°5** : Menuiseries Intérieures

- **Lot n°6** : Doublage cloisons
- **Lot n°7** : Sols Souples Carrelage
- **Lot n°8** : Electricité
- **Lot n°9** : Plomberie
- **Lot n°10** : Serrurerie
- **Lot n°11** : Peinture

Cette consultation a été lancée le 11 mars 2019 pour une remise des offres fixée au 05 avril 2019 à 12H00. Vingt-quatre prestataires ont fait parvenir une candidature (dépôts papier à la CCSPVA et dépôts dématérialisés sur la plateforme AWS) avant la date limite de remise des offres.

Les membres de la commission d'appel d'offre se sont réunis le 23 avril 2019 à 17h30 afin de procéder au choix de la meilleure offre au regard des critères de sélection.

Après présentation du rapport d'analyse des offres, Monsieur le président propose de retenir les prestataires et prestations supplémentaires éventuelles (P.S.E) suivants :

n°	Lot	Nom de l'entreprise Adresse	Montant du Marché H.T.	Prestation Supplémentaire Éventuelle (PSE) *	Montant H.T. PSE	PSE retenue	Montant total du marché
1	V.R.D. Espaces verts	AMCV 05230 La Bâtie Neuve	43 663.00 €				43 663.00 €
2	Gros Œuvre	AMCV 05230 La Bâtie Neuve	94 842.00 €	PSE 1	2 420.00 €	Non retenue	94 842.00 €
3	Ossature bois, Couverture	BOUDOT SARL 05230 Chorges	101 434.84 €	PSE 2	9 667.90 €	Non retenue	101 434.84 €
4	Menuiseries extérieures	LA MIROITERIE GAPENCAISE 05000 Gap	64 664.00 €	PSE 3	16 950.00 €	Non retenue	64 664.00 €
5	Menuiseries intérieures	SE CHARLES 05000 Gap	19 853.49 €				19 853.49 €
6	Doublage, cloisons, faux-plafond	SARL OCAL 05000 Gap	35 067.15 €	PSE 4.1	340.20 €	Non retenue	42 475.45 €
				PSE 4.2	789.32 €	Non retenue	
				PSE 4.3	2 551.50 €	2 551.50 €	
				PSE 4.4	340.20 €	Non retenue	
				PSE 4.5	369.30 €	369.30 €	
				PSE 4.6	4 487.50 €	4 487.50 €	
7	Revêtement de sol, faïence	CAVEGLIA MARCHETO 05000 Gap	30 979.19 €				30 979.19 €
8	Electricité, courants fort et faibles	SARL ALP MEDELEC 05000 Gap	39 913.84 €				39 913.84 €
9	Plomberie sanitaire, VMC, chauffage	LA GAPENCAISE DE CHAUFFAGE 05000 Gap	76 375.22 €				76 375.22 €
10	Serrurerie métallique	Pas de réponse	-	PSE 5			-
				PSE6			-
11	Peinture	SARL SPINELLI 05000 Gap	11 891.20 €		-		11 891.20 €
TOTAL H.T.			518 683.93 €		7 408.30 €		526 092.23 €

*** Prestation Supplémentaires Éventuelles :**

- Lot n°2 Gros Œuvre
P.S.E. 1 : Plots maçonnés support de résille métallique

- Lot n°3 Ossature bois, couverture
P.S.E. 2 : Pré cadre en aluminium
- Lot n°4 Menuiseries extérieures
P.S.E. 3 : Remplacement des menuiseries façades Sud et Est du bâtiment existant
- Lot n°6 Doublage, cloisons, faux plafond
P.S.E. 4.1 : Ilots acoustique salle de réunion
P.S.E. 4.2 : Ilots acoustique entrée M.S.A.P
P.S.E. 4.3 : Ilots acoustiques salle du conseil communautaire
P.S.E. 4.4 : Ilots acoustiques cuisine
P.S.E. 4.5 : panneau acoustique mural salle du conseil communautaire
P.S.E. 4.6 : Isolation des combles du bâtiment existant
- Lot n° 10 Serrurerie
P.S.E. 5 Résille métallique
P.S.E 6 Inscription métallique

Soit un montant pour le marché de : **518 683.93 € H.T**

Soit un montant pour les prestations supplémentaires éventuelles (P.S.E.) retenue de : **7 408.30 € H.T**

Soit un montant global de marché de : **526 092.23 € H.T**

Les coûts unitaires des matériels et des prestations par lot sont détaillés dans le bordereau des prix unitaires de chaque candidat retenu.

Où cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- Décide de retenir la proposition du président et de valider ainsi la décision de la commission d'appel d'offre.
- Approuve les clauses du marché définie ci-dessus et à passer avec :
 - Lot n°1 - V.R.D. Espaces Verts : AMCV
 - Lot n°2 - Gros Œuvre Maçonnerie : AMCV
 - Lot n°3 - Ossature Bois Couverture : BOUDOT SARL
 - Lot n°4 - Menuiseries Extérieures : LA MIROITERIE GAPENÇAISE
 - Lot n°5 - Menuiseries Intérieures : SE CHARLES
 - Lot n°6 - Doublage cloisons : OCAL
 - Lot n°7 - Sols Souples Carrelage : CAVEGLIA MARCHETO
 - Lot n°8 - Electricité : SARL ALP MEDELEC
 - Lot n°9 - Plomberie : LA GAPENÇAISE DE CHAUFFAGE
 - Lot n°10 - Serrurerie : Pas de réponse
 - Lot n°11 - Peinture : SARL SPINELLI
- Autorise le président à signer les pièces constitutives du marché avec les candidats retenus et à entreprendre toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.
- Dit que les crédits sont et seront inscrits au budget.

❖ **Délibération 2019-3-8 : Dotation de fonds de concours de la Communauté de communes Serre-Ponçon Val d'Avance (CCSPVA) vers les communes de Piégut et Venterol**

Monsieur le Président souhaiterait que la Communauté de communes Serre-Ponçon Val d'Avance participe à certaines opérations d'investissement portées par les communes de Piégut et Venterol.

Il propose ainsi de recourir aux dispositions de l'article L5214-16-V du CGCT : « *Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté de communes et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés* ».

Aussi, après avoir consulté les communes concernées, la participation de la CCSPVA sera appelée en fonction des éléments énumérés ci-dessous :

Communes	Intitulé opération	Montant de la participation CCSPVA
Piégut	Voirie communale	350 euros
Venterol	Voirie communale	100 euros

Il est rappelé que les communes de Piégut et Venterol doivent adoptées la présente délibération de manière concordante avec celle adoptée en conseil communautaire afin de bénéficier des sommes mentionnées ci-dessus.

Au vu de cet exposé, les membres du conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- acceptent la proposition de Monsieur le Président avec la mise en place d'un fonds de concours pour les montants mentionnés ci-dessus,
- autorisent le président à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Monsieur Laurent NICOLAS regrette l'absence de Messieurs Alain MICHEL et José SARLIN, maires des communes concernées par l'attribution de ce fonds de concours. Il est en effet rappelé que cette délibération a été mise à l'ordre du jour du conseil sur la demande de Monsieur le maire de Piégut.

D'ailleurs, Monsieur Sébastien BARISONE désapprouve que cette question liée aux fonds de concours ait été abordée en séance du conseil communautaire du 09 avril dernier. En effet, il rappelle que les réunions des bureaux des maires et vice-présidents sont des réunions de travail où les élus peuvent aborder tous les sujets liés à l'EPCI. Le conseil communautaire a pour fonction de valider les décisions stratégiques prises en réunions bureau.

❖ **Délibération 2019-3-9 : Mise en place d'une filière de traitement du plâtre et du placo-plâtre en déchèteries : choix du prestataire pour le transport et le traitement**

Monsieur le Président informe le conseil communautaire de la possibilité de mettre en place une nouvelle filière de tri et de recyclage du plâtre et de ses dérivés sur les déchèteries de la Communauté de communes Serre-Ponçon Val d'Avance (CCSPVA). En effet, le plâtre est issu d'une roche minérale, le gypse, et il est à ce titre intégralement recyclable.

Après consultation, le Président propose de retenir la société PAPREC AGENCE GROS ENVIRONNEMENT située à la Mure, pour la prestation de collecte et de traitement. Une benne de collecte sera installée sur chaque déchèterie, enlevée à la demande par la société GROS, acheminée d'abord vers le centre de tri de La Mûre, puis vers le centre de traitement de la société Locabennes (Groupe Serfim) pour être valorisée à l'issue de plusieurs tris successifs.

Les déchets collectés **admis** sont de type Déchets de plâtre :

- Plaques de plâtre standard ;
- Plaques de plâtre hydrofuges (vertes), feu (roses), haute dureté (jaunes) ;
- Dalles de plafond en plâtre ;
- Cloisons alvéolaires à base de plâtre (quelle que soit la couleur) ;
- Carreaux de plâtre (quelle que soit la couleur) ;
- Placoplatre® ;
- Plaques avec complexes de doublage : Laine de verre, laine de roche, polystyrène, mousse de polyuréthane.

Ils peuvent par contre être revêtus de : papiers peints, peinture (à l'exception de peinture à base de plomb), traces de carreaux de faïence hors céramique (grès-cérame et étiré).

Les tarifs de la prestation proposés par l'entreprise GROS ENVIRONNEMENT sont les suivants :

- Location d'une benne 30 m³ : 70 € HT/mois
- Enlèvement : 300 € HT/enlèvement
- Traitement : 83 € HT/tonne

Le contrat est établi pour une durée de 1 an, renouvelable 2 fois.

Monsieur le président propose à l'assemblée de mettre en place cette nouvelle filière et de l'autoriser à signer le contrat de prestation avec l'entreprise GROS ENVIRONNEMENT.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- Approuve l'exposé du Président ;
- Valide la mise en place d'une filière de valorisation du plâtre et de ses dérivés sur les déchèteries de la CCSPVA ;
- Autorise le Président à signer le contrat avec l'entreprise Paprec Réseau – Agence Gros Environnement (46, Avenue Docteur Tagnard - 38 350 La Mure) selon les tarifs précisés ci-dessus.

❖ **Délibération 2019-3-10 : Modification du règlement intérieur 2019 applicable au sein des déchèteries d'Avançon et de Théus : mise en place d'une filière supplémentaire pour le plâtre et ses dérivés**

Monsieur le président rappelle à l'assemblée la nécessité de mettre à jour le règlement intérieur applicable sur les deux déchèteries de la Communauté de communes Serre-Ponçon Val d'Avance (CCSPVA), suite à la mise en place d'une nouvelle filière de recyclage relative aux déchets de plâtre et à ses dérivés.

L'article 3 « Déchets acceptés » est complété avec les mentions suivantes :

Plâtre et ses dérivés : Plaques de plâtre standard, plaques de plâtre hydrofuges (vertes), feu (roses), haute dureté (jaunes), dalles de plafond en plâtre cloisons alvéolaires à base de plâtre (quelle que soit la couleur), carreaux de plâtre (quelle que soit la couleur), placoplatre®, plaques avec complexes de doublage (laine de verre, laine de roche, polystyrène, mousse de polyuréthane).

Après la lecture du projet de règlement, Monsieur le Président propose aux membres du conseil communautaire de délibérer.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- Approuve l'exposé de Monsieur le Président.
- Approuve le projet de règlement présenté et l'intégration de la filière plâtre au sein de ce règlement.
- Autorise Monsieur le Président à signer le règlement 2019 mis à jour.

❖ **Délibération 2019-3-11 : Opération sous-mandat - Construction d'une salle multi activités et de locaux techniques à Bréziers / Avenant n°1 Lot 5 SARL PNR et Avenant n°1 Lot 11 L et D Plomberie**

Monsieur le Président rappelle que la Communauté de Communes Serre-Ponçon Val d'Avance (CCSPVA) est maître d'ouvrage délégué pour le compte de la commune de Bréziers, pour l'opération de construction d'une salle multi activités et de locaux techniques à Bréziers. Deux avenants en moins-value doivent être passés pour les lots 5 et 11, afin de régulariser le montant des travaux entre le marché initial et les travaux réellement effectués.

Les principaux postes modifiés pour le lot 5 concernent le choix des matériaux pour les faux plafonds et des modifications diverses (habillages, doublages, panneaux acoustiques...). La moins-value s'élève à 21 329.32 € HT, ce qui porte le nouveau montant du marché à 88 425.78 € HT.

Pour le lot 11, les modifications concernent principalement les appareils sanitaires et le groupe de production à condensation par air. La moins-value s'élève à 7 240.07 € HT, ce qui porte le nouveau montant du marché à 157 524 .61 € HT.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- Approuve l'exposé du Président ;
- Valide les avenants présentés ;
- Autorise le Président à signer l'avenant n°1 au lot n°5 avec la SARL PNR - 1 ter cours Emile Zola 05000 GAP ;
- Autorise le Président à signer l'avenant n°1 au lot n°11 avec la société L et D Plomberie 05190 Bréziers.

❖ **Délibération 2019-3-12 : Appel à proposition FEADER fiche n°1 : « Marketing territorial » du dispositif LEADER 2014-2020**

Monsieur le président rappelle qu'au regard de la loi NOTRe du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République, la compétence « promotion du tourisme, dont la création des offices de tourisme », a été transférée à l'échelon intercommunal.

Cette compétence doit permettre de dynamiser et de valoriser le territoire car elle est susceptible de générer directement de l'attractivité, de la création de richesse ainsi que de la création d'emplois.

Dans ce contexte, des actions de développement touristique ont déjà été menées sur le territoire Serre-Ponçon Val d'Avance, grâce à la fiche n°5 du dispositif LEADER. En effet, cette aide financière a permis de financer un poste de chargée de mission, des études de positionnement stratégique et commercial, la création d'un nouveau site internet touristique, la traduction et l'impression de brochures touristiques ainsi que l'acquisition d'une base de données photographique.

L'étude de positionnement stratégique a mis en évidence le manque de visibilité de l'offre touristique présente sur le territoire de la Communauté de Communes Serre-Ponçon Val d'Avance (CCSPVA). Dans ce contexte et compte tenu de la dynamique d'acteurs créée grâce au projet LEADER en cours, la CCSPVA souhaite poursuivre ses efforts en mettant en œuvre, de manière effective, les actions marketing évoquées dans les études de positionnement stratégique et commercial. L'aide financière sollicitée permettra d'engager les dépenses marketing nécessaires au territoire pour développer sa marque « Serre-Ponçon Vallées » et promouvoir l'ensemble des acteurs touristiques à l'œuvre sur le périmètre d'intervention de la collectivité.

La mise en œuvre de ce nouveau projet sera confiée à la chargée de missions stratégie touristique recrutée dans le cadre du projet LEADER en cours. Cette dernière assurera le suivi et la mise en œuvre des actions inscrites au titre de ce nouveau dossier. Elle veillera par ailleurs à la mise en œuvre concrète de la stratégie touristique définie et de son plan d'actions. A cet égard, il est espéré qu'une partie des charges de personnel pourra être retenue comme éligible dans le cadre de LEADER.

Dans ce contexte, l'intercommunalité souhaite se positionner dans le cadre de l'appel à proposition de la fiche n°1 du FEADER : « Marketing territorial ». Cette fiche action appartient au programme LEADER 2014-2020 portée par le Pays Gapençais.

Le plan de financement prévisionnel proposé à l'appui de cette demande de subvention est le suivant :

PLAN DE FINANCEMENT			
DEPENSES		RECETTES (subvention)	
Libellés	Montant éligible en € T.T.C.	Libellés	Montant en € T.T.C.
Poste chargé(e) de mission	22 500 €	Subventions LEADER et Région PACA (90%)	90 000 €
COUTS INDIRECTS (15% des frais de personnels directs éligibles)	3 375 €		
Dépenses prévisionnelles sur devis	74 125 €		
Dépenses prévisionnelles sur frais réels (déplacements)	0 €	Autofinancement (10%)	10 000 €
TOTAUX	100 000 €		100 000 €

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés décide :

- D'approuver le projet et son contenu.
- D'approuver le plan de financement prévisionnel de l'opération et décide d'inscrire cette dépense au budget.
- D'autoriser le président à réaliser une demande de subvention auprès du Pays Gapençais au titre de l'appel à proposition de la fiche n°1 du FEADER : « Marketing territorial ».
- De s'engager à informer les services instructeurs de toute modification intervenant dans les éléments ci-dessus mentionnés.
- D'autoriser le président à demander une dérogation afin de pouvoir éventuellement engager le projet avant l'obtention des arrêtés de subvention dès que le dossier sera réputé complet.
- D'autoriser le président à signer tous les documents et à entreprendre les démarches nécessaires à la mise en œuvre de cette opération.

❖ **Délibération 2019-3-13 : Demande de partenariat avec l'association Destination Rivières dans le cadre du projet « Proposition d'un schéma de valorisation de la forêt des Cassettes » déposé dans le cadre du programme LEADER 2014-2020**

Monsieur le président rappelle que la communauté de communes Serre-Ponçon Val d'Avance (CCSPVA) dispose depuis peu d'un parcours de canoë kayak sur la Durance entre Rousset et le site des trois lacs.

Ce parcours familial permet de découvrir la biodiversité exceptionnelle de cette rivière. En effet, le parcours est situé au sein d'un espace classé Natura 2000.

L'association Destination Rivières a pour objectif de contribuer à la connaissance et à la préservation des milieux d'eau douce en France et en Europe.

Pour ce faire, elle réalise des projets audiovisuels, de développement de l'écotourisme et organise des itinérances en canoë.

En partenariat avec l'association Destination Rivières, Gap Sciences Animations (GSA) a déposé un dossier de demande de subvention au titre du programme LEADER 2014-2020. Ce dernier a été accepté par le comité de programmation du Pays Gapençais.

Les objectifs de ce projet sont les suivants :

- Embauche d'un salarié destiné à faire des propositions en matière de valorisation du secteur de la forêt des Cassettes.
- Réalisation d'une étude d'identification du potentiel de la zone pour les activités d'interprétation environnementale par un cabinet spécialisé.
- Réalisation d'une banque d'image.

En effet, il est prévu qu'un cabinet d'étude spécialisé se rende sur le site de la forêt des cassettes afin de réaliser une « étude d'opportunité ».

Il s'agit de définir quels aménagements sont possibles pour valoriser le site (programme d'animation, chemin d'interprétation, écomusée, etc.). Le cabinet spécialisé va donc effectuer un diagnostic de valorisation touristique des espaces naturels.

Sur le long terme, la Communauté de communes Serre-Ponçon Val d'Avance (CCSPVA) souhaite valoriser les bords de Durance en créant des aménagements mais celle-ci ne dispose pas de l'aspect scientifique et technique que pourrait apporter cette étude.

Accorder cette subvention à l'association Destination Rivières permettrait donc de disposer d'une étude déjà réalisée à moindre coût et de connaître les potentialités d'aménagement sur le site des cassettes (ce qui est réalisable par rapport à la nature du site).

De plus, une banque d'image va être constituée et l'association Destination Rivières serait d'accord pour accorder les droits sur ces photos à la CCSPVA. Ceci serait un énorme avantage pour le pôle « tourisme et communication » qui est en réelle carence de photographies sur le secteur de la Durance à ce jour.

Afin de permettre la mise en œuvre de ce projet, il est donc proposé d'allouer une participation financière de 3 000 € à l'association Destination Rivières.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés décide :

- D'approuver la participation financière de la collectivité dans le projet de mise en valeur des bords de Durance de l'association Destination Rivières.
- De fixer l'aide accordée à Destination Rivières à 3 000 € et d'inscrire la dépense correspondante au budget.
- D'autoriser le Président à entreprendre les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

❖ Délibération 2019-3-14 : Demande de partenariat avec l'association Gap Sciences Animation 05 (GSA05) dans le cadre du projet « Animations autour de la Durance » déposé dans le cadre du programme LEADER 2014-2020

Monsieur le président rappelle que la communauté de communes Serre-Ponçon Val d'Avance (CCSPVA) dispose depuis peu d'un parcours de canoë kayak sur la Durance entre Rousset et le site des trois lacs. Ce parcours familial permet de découvrir la biodiversité exceptionnelle de cette rivière. En effet, le parcours est situé au sein d'un espace classé Natura 2000.

Depuis près de 30 ans, GSA 05 développe et anime des interventions de médiation scientifique à destination de tous les publics et organise des événements de sensibilisation à la culture scientifique (fête de la science, conférences, expositions, sorties).

En partenariat avec l'association Destination Rivières, Gap Sciences Animations a déposé un dossier de demande de subvention au titre du programme LEADER 2014-2020. Ce dernier a été accepté par le comité de programmation du Pays Gapençais.

Les objectifs de ce projet sont les suivants :

- Réalisation de nombreuses animations tous publics sur la Durance et autres milieux naturels.
- Embauche d'un salarié destiné à organiser et à effectuer ces animations.

Dans ce contexte des animations sont programmées sur le territoire de la Communauté de communes Serre-Ponçon Val d'Avance (CCSPVA) pour le printemps, l'été et l'automne 2019 :

- **2 animations par semaine en juillet et août :**
 - o l'une sur les traces des castors (identique à celle de 2018),
 - o l'autre sur les invertébrés aquatiques (très attractive pour les enfants, ce qui laisse présager une bonne fréquentation de l'activité. Elle peut être réalisée sur la Durance ou l'Avance).
- **2 animations pour la fête des 3 lacs de Rochebrune :**
 - o animation sur le thème de la biodiversité, balade accompagnée, jeu d'inspiration escape game,
 - o GSA 05 sollicitera son réseau d'associations naturalistes et le club de kayak de Gap pour proposer des animations complémentaires.
- **4 animations de découverte de la Durance en canoë (début et fin d'été) :**
 - o il s'agira d'une descente commentée de la section du pont de Rochebrune au pont de l'Archidiacre. Ils aborderont les traces laissées par les castors, mais aussi les invertébrés aquatiques et la ripisylve. Le public devra prendre en charge le coût de la location des canoës.
- **3 animations de pré-saison à destination des professionnels du tourisme de la vallée :**
 - o il s'agira de présenter aux professionnels les trois animations (castors, invertébrés et canoë) avant le début de la saison (juin) afin de les encourager à les promouvoir auprès de leurs clients.
- **4 animations post saison destinées aux résidents des communes riveraines de la Durance :**
 - o 2 objectifs : faire découvrir les abords de la Durance aux habitants et permettre à l'animateur de se nourrir des savoirs et anecdotes des habitants au sujet de la rivière.

La définition des animations peut encore amplement s'adapter aux souhaits exprimés localement. Afin de permettre la mise en œuvre de ce projet, il est proposé d'allouer une participation financière de 4 000 € à l'association Gap Sciences Animations 05.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés décide :

- D'approuver la participation financière de la collectivité dans le projet de mise en valeur des bords de la Durance par l'association Gap Sciences Animations 05.
- De fixer l'aide accordée à l'association Gap Sciences Animations à 4 000 € et d'inscrire la dépense correspondante au budget.
- D'autoriser le Président à entreprendre les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

❖ Délibération 2019-3-15 : Attribution du marché de travaux pour le réaménagement de la base de loisirs des 3 lacs à Rochebrune (lac 1)

Monsieur le président informe l'assemblée qu'une consultation pour le réaménagement de la base de loisirs des 3 lacs à Rochebrune (lac 1) a été lancée le 15 janvier 2019 pour une remise des offres le 15 mars 2019 à 12h00.

Elle a pour objet le réaménagement des abords du parking au lac 1, la mise en place de rampes d'accès à l'aire de pique-nique et à la plage, le reprofilage de la plage du lac 1 ainsi que l'installation de plots bétons afin d'accueillir le poste de secours pour la surveillance de la baignade.

Le réaménagement de la base de loisirs s'inscrit dans le cadre d'un projet financé par RTE au titre du Plan d'Accompagnement Personnalisé (PAP) ainsi que par la DETR. En effet, des financements ont été accordés afin de rendre plus attractive et plus accessible le site des 3 lacs de Rochebrune et Piégut.

La réalisation des travaux est prévue sur une période d'un mois (mai 2019). Les délais pourront être allongés au besoin, mais la prestation devra impérativement être finalisée le 15 juin 2019.

La consultation n'est pas allotie.

Trois prestataires ont fait parvenir une candidature (dépôts papier à la CCSPVA et dépôts via messagerie électronique) avant la date limite de remise des offres. Les membres de la commission d'appel d'offre se sont réunis le 23 avril 2019 à 17H30 afin de procéder au choix de la meilleure offre au regard des critères de sélection.

Après présentation du rapport d'analyse des offres, Monsieur le président propose de retenir le prestataire suivant : Alpes Travaux Services (Route de Chaillol – 05260 Chabottes). Il est précisé que le montant des travaux s'élève à 40 000 euros HT.

Où cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents :

- Décide de retenir la proposition du président et de valider ainsi la décision de la commission d'appel d'offre.
- Approuve les clauses du marché définies ci-dessus et à passer avec la société Alpes Travaux Services.
- Autorise le président à signer les pièces constitutives du marché avec le candidat retenu et à entreprendre toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.
- Dit que les crédits sont et seront inscrits au budget.

❖ Délibération 2019-3-16 : Validation règlement du site, de police, de la baignade et de la plage publique du site des Trois Lacs de Rochebrune et Piégut

Monsieur le président rappelle la délibération n° 2017/6/18 du 29 mai 2017 relative à la définition et à la caractérisation du périmètre des zones d'activités touristiques communautaires.

Un seul site a été identifié comme zone d'activité touristique à l'échelle du territoire communautaire. Il s'agit du site des trois lacs localisé à cheval sur les communes de Rochebrune et de Piégut.

Le classement du site des 3 lacs en qualité de zones d'activité touristique d'intérêt communautaire se traduit par un transfert de compétence auprès de l'EPCI :

- De l'ensemble des interventions liées à l'aménagement, à la commercialisation mais également à l'entretien, la gestion et l'animation du site.
- De la réhabilitation, de la requalification ou encore de la redynamisation du site si cela s'avère nécessaire.

Par ailleurs, Monsieur le président rappelle que suite à une visite de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) le 3 juillet 2018, la Communauté de communes Serre-Ponçon Val d'Avance (CCSPVA) a été mise en demeure le 04 juillet 2018 de se conformer à la réglementation applicable aux lieux de baignade aménagés.

En conséquence, il apparaît qu'aux yeux des services de l'Etat, le site des trois lacs de Rochebrune et Piégut est aménagé de telle manière qu'il incite à la baignade au sens de la réglementation.

Ainsi, conformément à la circulaire n°86-204 du 19 juin 1986 relative à la surveillance des plages et des lieux de baignades d'accès non payant il est précisé que : *« tout aménagement spécial constitue une incitation à la baignade imposant par voie de conséquence à la collectivité locale compétente de mettre en œuvre les moyens de surveillance nécessaires à la sécurité du public »*.

Aussi, par délibération n° 2019/1/22 du 12 février 2019, la CCSPVA a conventionné avec le SDIS 05 afin d'assurer la surveillance effective de la baignade pour la saison estivale 2019.

De ce fait, compte tenu de la création d'une plage publique sur le site des trois lacs, localisée au niveau du poste de secours créé au lac n°1, et de l'augmentation prévisionnelle de la fréquentation en lien avec cette surveillance de la baignade, il semble nécessaire de réglementer l'usage du site.

Ce règlement sera officialisé par les arrêtés municipaux que prendront les Maires des communes de Rochebrune et de Piégut. Toutefois, la CCSPVA étant gestionnaire de la base de loisirs, il semble opportun que le conseil communautaire se prononce sur le règlement de police, de baignade et de la plage publique qui s'appliquera désormais sur le site.

Ce règlement est complété par une charte de bonne conduite à destination des colonies de vacances et des Centres de Loisirs Sans Hébergement (CLSH) qui seront amenés à se déplacer sur la base de loisirs.

La charte vise à encadrer les conditions de venues des groupes sur le site afin de garantir la tranquillité de l'ensemble des usagers présents autour des lacs.

Monsieur le Président donne lecture du règlement et de la charte de bonne conduite et propose à l'assemblée de délibérer.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés décide :

- D'approuver le règlement du site, de police, de baignage et de la plage publique du site des trois lacs.
- D'approuver la charte de bonne conduite du site des trois lacs.
- D'autoriser le président à signer tous les documents et à entreprendre les démarches nécessaires à la mise en œuvre du règlement et de la charte.

Questions diverses

- ❖ Maison de Pays : étude en cours de réalisation par Mme Katia LEBORGNE, stagiaire à la CCSPVA
- ❖ Présentation du logo « tourisme »
- ❖ Présentation des plans de la Maison de Services au Public (MSAP)
- ❖ Visite du centre de tri de Manosque pour les déchets emballages ménagers : proposition de dates

Fait à La Bâtie-Neuve, le lundi 29 avril 2019.

Monsieur le président,

Joël BONNAFFOUX.

